



GROUPE HOSPITALIER DE L'EST DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE

6 Rue Jean Girardet,
54300 LUNEVILLE

Contrat d'Exploitation et de Maintenance des Installations thermiques et aérauliques

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Date limite de remise des offres:	16 juin 2025 à 16H00
Plateforme numérique :	https://www.marches- publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2763924&orgAcronyme=x7c



870 RUE DENIS PAPIN
54 700 LUDRES

SIRET : 888 639 671 00013

SARL au capital de 50 000 €

RCS NANCY 888 639 671

TVA Intracommunautaire : FR28888639671

SOMMAIRE

Article 1	Objet et étendue de la consultation	3
1.1	Objet de la consultation	3
1.2	Procédure	3
1.3	Allotissement	3
1.4	Conditions de participation des concurrents	4
1.5	03/06Nomenclature communautaire	4
Article 2	Conditions de la consultation.....	5
2.1	Durée du marché - Délais d'exécution	5
2.2	Variantes - Options.....	5
2.3	Délai de validité des offres	5
2.4	Mode de règlement du marché et modalités de financement	5
Article 3	Contenu du dossier de consultation.....	6
Article 4	: Présentation des candidatures et des offres	7
4.1	Documents à produire	7
Article 5	Sélection des candidatures et jugement des offres	9
5.1	Sélection des candidats.....	10
5.2	Critères de notation pondérés	10
5.3	Classement initial des offres.....	12
Article 6	Conditions d'envoi ou de remise des plis	13
6.1	Transmission électronique.....	13
Article 7	Renseignements complémentaires.....	14
7.1	Visite des installations	14
7.2	Renseignements	15

Article 1 Objet et étendue de la consultation

1.1 Objet de la consultation

La présente consultation concerne :

La fourniture d'énergie, l'exploitation et la maintenance des installations techniques des bâtiments du maître d'ouvrage et notamment :

- Des installations thermiques en vue d'assurer la production de chauffage et d'eau chaude sanitaire (ECS) ;
- Des installations de traitement d'eau ;
- Des installations de traitement d'air ;
- Des installations de production de froid
- Des installations électriques en locaux techniques liées aux éléments ci-dessus.
- Des installations de distribution électrique et de secours (postes HTA, onduleurs, Groupes électrogènes

1.2 Procédure

Appel d'offre ouvert passé selon l'article R2124-2 du code de la commande publique.

1.3 Allotissement

La présente consultation porte sur deux (2) Lots :

- Lot N°1 (2 sites)

SITE	LOT	COMMUNE	ADRESSE
CH Lunéville	2	54300 LUNEVILLE	6 rue Girardet
Einville-au-Jard	2	54370 EINVILLE-AU-JARD	9 rue du Puits Gros Yeux

- Lot N°2 (5 sites)

SITE	LOT	COMMUNE	ADRESSE
3H Santé - Badonviller	1	54540 BADONVILLER	2 rue du FBG de France
3H Santé - Blamont	1	54450 BLAMONT	17 rue de Voise
3H Santé - Cirey sur Vezouze	1	54480 CIREY-SUR-VEZOUZE	62 rue Raymond Poincaré
CH Saint-Nicolas-de-Port	3	54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT	3 rue du Jeu de Paume
Gerbéviller	4	54830 GERBEVILLER	1 RLE du Jard

1.4 Conditions de participation des concurrents

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

1.5 03/06 Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), sont :

Objet principal :

- Prestations P1 : 71.31.40.00-2 et 71.31.42.00-4
- Prestations P2 : 50.72.10.00-5
- Prestations P3 : 45.33.10.00-6

Article 2 Conditions de la consultation

2.1 Durée du marché - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des commandes passées durant la période de validité du marché seront fixés dans le cadre de l'acte d'engagement et du CCAP.

2.2 Variantes - Options

En tout état de cause, les candidats devront présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation et ne modifier aucun élément : Offre de BASE

Les candidats peuvent également présenter **une variante** libre. Elle doit au minimum répondre aux fonctionnalités et aux attentes décrites dans le CCAP et CCTP et ce conformément à l'article ci-avant. Dans ce cas, le candidat complètera un Acte d'Engagement par variante et remettra un mémoire spécifiant les dispositions de la variante (écart technique et financier). S'appuyant sur le guide des bonnes pratiques de la DAJ, le dépôt d'un nombre supérieur rend toutes les variantes irrégulières et conduira à leur rejet en bloc, sans qu'il soit procédé à leur examen.

2.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Ressources propres

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché, seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique.

Article 3 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) et la (les) annexes suivantes :
 - Trame de mémoire technique (TMT)
- L'acte d'engagement (AE) et ses documents annexés (Annexe financière)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et la (les) annexes suivantes :
 - Annexe 0 : Liste des sites
 - Annexes 1 : Inventaires des équipements
 - Annexe 2 : Gammes de maintenance
 - Annexe 3 : Consommations de référence
 - Annexe 4 : Températures contractuelles
 - Annexe 5 : Documents techniques

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est librement téléchargeable sur la plateforme de dématérialisation : *voir page de garde*

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Elles seront exprimées en EURO.

4.1 Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou DUME (document unique de marché européen) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

4.1.1 Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles R2143-3, 4 et 16 du code de la commande publique :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire,
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à 5 et 7 à 11 du code de la commande publique, et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.

4.1.2 Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles R2143-4 à 16 code de la commande publique fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;

4.1.3 Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles R2143-4 à 16 du code de la commande publique :

- Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- Une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise
- Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

4.1.4 Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat. Le candidat devra présenter un Acte d'Engagement et un jeu d'annexe par variante.
- Un Mémoire d'Organisation construit comme demandé dans l'annexe au RC (TMT).

Documents à produire dans tous les cas au stade de l'attribution du marché :

- Formulaire NOTI 1 (déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé);
- Extrait K-BIS ;
- Formulaire DC1 ;
- Attestations fiscales et sociales ;
- Attestation sur l'honneur relative à la lutte contre le travail dissimulé (ex DC6) ;
- Certificat de régularité de la situation de l'employeur délivré par l'AGEFIPH.

Article 5 Sélection des candidatures et jugement des offres

Conformément à l'article R.2152-6 et -7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur retiendra l'offre du soumissionnaire économiquement la plus avantageuse, au regard de l'analyse des propositions.

L'offre d'un candidat qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable en particulier en matière sociale ou environnementale, sera jugée irrégulière et par conséquent éliminée.

Toutefois, conformément à l'article R.2152-2 du code de la commande publique, l'acheteur public pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser leur offre irrégulière dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et qu'elles n'aient pas pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre.

L'acheteur public respectera pour ce faire le principe d'égalité de traitement avec tous les soumissionnaires dont l'offre irrégulière peut être régularisable.

Les offres inappropriées ou inacceptables ne sont pas régularisables et sont éliminées.

Lorsqu'une offre semble anormalement basse au regard des prestations attendues, l'acheteur public exige que le soumissionnaire justifie les prix ou les coûts qu'il a proposés dans son offre, dans le délai imparti conformément aux articles R.2152-3 et suivants du code de la commande publique.

Après vérification des justifications fournies par le soumissionnaire, l'acheteur rejette l'offre :

- lorsque les éléments fournis par ledit soumissionnaire ne justifient pas de manière satisfaisante le bas niveau du prix ou des coûts proposés,
- lorsqu'il établit que celle-ci est anormalement basse parce qu'elle contrevient aux obligations applicables dans les domaines du droit de l'environnement, social et du travail établies par le droit français, le droit de l'Union européenne, la ou les conventions collectives ou par les dispositions internationales en matière de droit de l'environnement, social et du travail figurant sur une liste publiée au Journal officiel de la République française.

Si l'offre est jugée anormalement basse, elle est automatiquement exclue du dispositif de régularisation prévue au présent Règlement de la Consultation, conformément aux dispositions du code de la commande publique.

Un classement des offres sera établi à la suite du jugement des offres.

5.1 Sélection des candidats

Elle sera effectuée à partir des critères suivants :

- **Capacité professionnelle** : notamment au regard des références ciblées présentées par les candidats et de l'expérience des membres du personnel chargé de l'exécution du marché mais également par les certificats de qualifications professionnelles ou preuve de la capacité du candidat pouvant être apportée par tout moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de prestations attestant de la compétence à réaliser la prestation.
- **Capacité technique** : notamment au regard des moyens en personnels, en matériels des candidats ainsi sur les modalités d'application des dispositions d'assurance qualité aux prestations demandées.
- **Capacité économique et financière** : au regard du chiffre d'affaires.

Si, au vu des informations mentionnées dans les pièces remises par le candidat (le cas échéant après compléments dûment demandés au candidat), sa capacité professionnelle, économique et financière et/ou sa capacité technique n'apparaissent pas suffisantes, sa candidature ne sera pas retenue.

5.2 Critères de notation pondérés

Les pièces de candidature seront examinées avant les pièces relatives à l'offre.

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères et sous-critères définis ci-après et pondérés de la manière suivante :

Les offres seront notées sur 100 points selon la répartition suivante

- | | | |
|-----------------------|----|--------|
| • Partie financière : | 40 | points |
| • Partie technique : | 60 | points |

5.2.1 Partie Financière

Pour obtenir le montant d'une offre, il sera pris en considération les montants totaux tous postes et toutes taxes comprises figurant à l'acte d'engagement reprenant le montant total annuel du marché.

Si il est prévu lors de la consultation une évolution contractuelle du prix au cours des années du marché, le montant considéré sera le montant total des postes et taxes cumulés sur la durée du marché aux conditions de bases du marché (sans projection de révision des prix).

Le calcul des notes Financières se fera de la manière suivante :

$$\frac{\text{Offre la moins disante}}{\text{Offre examinée}} \times \text{Note Financière max} = \text{Note Financière}$$

5.2.2 Partie Technique

N° Critère	Critère technique	Méthode de notation	Notation
1	P1	Somme des sous-critères	17
1.1	Engagement d'économies d'énergie	Ecart au mieux disant sur pourcentage d'économie globale exprimé en MWh	10
1.2	Justification des économies d'énergie avancées	Non satisfaisant, Peu satisfaisant, moyennement satisfaisant, satisfaisant, très satisfaisant.	5
1.3	Détail du calcul	Non satisfaisant, très satisfaisant.	2
2	P2	Somme des sous-critères	13
2.1	Cascade d'astreinte	Non satisfaisant, Peu satisfaisant, moyennement satisfaisant, satisfaisant, très satisfaisant.	2
2.2	Organisation de l'équipe dédiée au contrat. Nombre d'heures de main d'œuvre affecté au marché	Non satisfaisant, Peu satisfaisant, moyennement satisfaisant, satisfaisant, très satisfaisant.	7
2.3	Organisation et ordonnancement des opérations de maintenance préventive	Non satisfaisant, Peu satisfaisant, moyennement satisfaisant, satisfaisant, très satisfaisant.	2
2.4	Organisation et procédure de traitement des demandes d'intervention	Non satisfaisant, Peu satisfaisant, moyennement satisfaisant, satisfaisant, très satisfaisant.	2
3	P3	Somme des sous-critères	15
3.1	Qualité et pertinence des pistes d'optimisation, présentation d'un calcul de temps de retour	Non satisfaisant, Peu satisfaisant, moyennement satisfaisant, satisfaisant, très satisfaisant.	10
3.2	Modélisation du solde P3 sur la durée du contrat	Non satisfaisant, Peu satisfaisant, moyennement satisfaisant, satisfaisant, très satisfaisant.	5
4	Vie du contrat	Somme des sous-critères	15
4.1	Présentation des interlocuteurs	Non satisfaisant, très satisfaisant.	1
4.2	Procédure de retour d'information au maître d'ouvrage pour chaque intervention (Fin d'intervention, nature de la panne...)	Non satisfaisant, Peu satisfaisant, moyennement satisfaisant, satisfaisant, très satisfaisant.	2
4.3	Traçabilité (des interventions, du suivi, des travaux, des relevés, de la présence) Présentation de la GMAO	Non satisfaisant, Peu satisfaisant, moyennement satisfaisant, satisfaisant, très satisfaisant.	4
4.4	Exemple de rapport d'exploitation et des documents technique de suivi	Non satisfaisant, Peu satisfaisant, moyennement satisfaisant, satisfaisant, très satisfaisant.	8

Les attendus et formules de notations sont détaillés dans l'annexe 1 du RC (Trame de Mémoire Technique).

5.3 Classement initial des offres

Pour chacune des offres des candidats, les notes pondérées obtenues au regard des différents critères seront additionnées. Selon la formule suivante :

$$Note\ Finale = Note\ Financière + Note\ technique$$

La Commission d'appel d'offres classera les offres analysées par ordre décroissant en fonction de ces notes.

Le choix sera définitif lorsque le prestataire choisi aura justifié de sa régularité sociale et fiscale.

Le candidat retenu produira ces certificats fiscaux et sociaux par voie postale ou par mail, selon la demande faite sur le profil acheteur.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats fiscaux et sociaux et autres documents mentionnés aux articles R2143-5 à 16 et R2144-1 à 7 code de la commande publique portant partie réglementaire du code de la commande publique (les articles R2144-1 à 7 du CCP définissent les modalités de vérification des dossiers par l'acheteur et la possibilité accordée aux candidats de compléter leurs dossiers avant l'attribution) dans le **délai de 10 jours** à compter de la réception du courriel l'informant qu'il est retenu, son offre sera rejetée sans possibilité de régularisation.

La même demande sera alors faite au candidat suivant dans le classement des offres, qui sera déclaré attributaire du marché sous réserve que lui-même fournisse ces documents dans le même délai. (Et ainsi de suite, tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables).

Article 6 Conditions d'envoi ou de remise des plis

6.1 Transmission électronique

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique par l'intermédiaire de la plateforme mentionnée à la page de garde.

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

Il est demandé de présenter les plis électroniques de la manière suivante

- Un dossier de candidature, avec un fichier par document de candidature.

Chaque fichier devra suivre la nomenclature proposée sur l'annexe du présent document.

- Un dossier par Offre (BASE / Variante libre)

Chaque fichier de l'offre doit respecter la nomenclature décrite dans l'annexe du présent RC.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde – AO_2025_100 - Exploitation et de Maintenance des Installations thermiques et aérauliques du GHEMM ».

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

- ☒ standard .zip
- ☒ Adobe Acrobat .pdf
- ☒ Rich Text Format. rtf
- ☒ .doc ou .xls ou .ppt
- ☒ .jpg ou .gif pour les images

Les annexes financières et annexes techniques transmises en format modifiables (.xls) doivent être envoyées impérativement en format .xls avec visibilité sur les formules d'origine.

Le soumissionnaire est invité à ne pas utiliser :

- ☒ De formats « .exe »
- ☒ D'outils « macros »

Les offres n'ont pas besoin d'être signées, la signature se fera avec le candidat retenu après notification.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Article 7 Renseignements complémentaires

7.1 Visite des installations

Dans le cadre de cette consultation, une visite obligatoire des installations sera réalisée avant remise d'offre pour chacun des sites concernés

Ces visites ont pour but de permettre aux soumissionnaires de prendre connaissance des locaux, installations et équipements objets du présent marché

Les candidats ont l'obligation de se rendre à ces visites de site, sous peine d'offre irrégulière.

Les visites seront organisées aux jours et heures suivants :

Lot n°1 :

- Centre Hospitalier de Lunéville : (rendez-vous devant les services techniques, rue de l'abbé Renard à Lunéville) le 21 mai à 09h00
- EHPAD d'Einvile au Jard (rendez-vous à l'entrée, 13 rue du Puits Gros Yeux) le 22 mai à 09h00

Lot n°2 :


- EHPAD Sœur Julie à Gerbéviller (rendez-vous à l'accueil de l'EHPAD ruelle du Jard) le 22 mai à 14h00
- Centre Hospitalier 3H Santé (rendez-vous devant le bâtiment « les Tilleuls », 62 rue Raymond Poincaré à Cirey) le 23 mai à 09h00
- Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port : (rendez-vous à l'accueil, devant le poste de sécurité – 3, rue du Jeu de Paume) le 26 mai à 09h00

Référent technique GHEMM : Monsieur TAS (03.83.76.13.41 / mustafa.tas@ghemm.fr)

A l'issue de chaque visite, les candidats ayant reçu une attestation de visite, la feront signer pour chaque site par le référent technique (ou son représentant) et à joindre dans l'offre.

En cas d'impossibilité pour les candidats de pouvoir se présenter aux rendez-vous ci-avant, ils sont invités à joindre le référent technique pour organiser une visite dédiée.

7.2 Renseignements

Les candidats peuvent également obtenir les renseignements administratifs ou techniques complémentaires jugés nécessaires pour l'établissement de leur proposition en transmettant leurs questions, **au plus tard le 03/06/2025 à 18h00**, en cliquant sur le lien « Poser une question » disponible dans le bloc «  Question » de la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les réponses apportées à ces demandes de renseignements complémentaires seront transmises, une fois rendues anonymes, sous la même forme et simultanément, au plus tard le 06/06/2025, à chacune des entreprises ayant retiré le dossier de consultation en s'identifiant et en précisant ses coordonnées :

- par mail envoyé directement par le CHRU de Nancy
- et/ou via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Elles seront alors considérées comme faisant partie intégrante du DCE.